



La crise anglophone a encore fait des morts ce weekend avec la violence qui se déporte dans le département du Noun, plus précisément dans la localité de Bangourain, les actes des sécessionnistes ont causés d'énormes dégâts dans la localité.

On s'achemine vers la fin du mois de décembre, délai exigé par le département d'état américain pour mettre fin à la guerre et engager le dialogue. Alors que rien n'est fait dans le sens d'apaiser la situation, le gouvernement refusant tout dialogue, y compris les initiatives de la société civile, une liste de personnalités camerounaise, membres du gouvernement, responsables militaires et leader sécessionnistes est en cour validation par le département d'État. "10 dirigeants séparatistes et 15 officiels du gouvernement camerounais, dont des commandants militaires, figurent sur la liste des sanctions ciblées des États-Unis. Nous attendons les détails de ce développement." Explique Scott Morgan.

Scott Morgan est Président de "Red Eagle Enterprises" (en charge du développement des entreprises africaines et de l'analyse des services de renseignement africains). Il siège aux tables rondes du réseau de plaidoyer pour l'Afrique et du caucus international sur la liberté de religion, à Washington DC; et il est également l'éditeur de Confused Eagle (un blog couvrant la politique américaine à l'égard de l'Afrique).

Au début du mois de Décembre, le sénateur Démocrate américain Chris Van Hollen a transmis

samedi au secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, une lettre signée par un groupe de sénateurs démocrates, faisant part de leurs vives inquiétudes au sujet des violations des droits de l'homme, des violations des règles de l'état de droit et de la fraude électorale au Cameroun.

La lettre a été signée par les sénateurs Dick Durbin (D-Ill.), Edward Markey (D-Mass.), Ben Cardin (D-Md.), Amy Klobuchar (D-Minn.), Chris. Coons (D-Del.), Elizabeth Warren (D-Mass.), Jeff Merkley (D-Ore.), Tim Kaine (D-Va.) Et Kamala Harris (D-Calif.). Ils demandaient des sanctions contre les dirigeants camerounais.

Les dirigeants civils ont été pointés du doigt par Maurice Kamto les accusant de commanditer les violations des droits de l'homme et atrocités perpétrées par les hommes en tenues, un ministre de la république avait menacé écraser tous ceux qui projeteraient manifester pacifiquement contre le hold-up électoral, il disait je cite : " l'état est un monstre froid" "Cette sanction américaine contre les dirigeants camerounais sera un coup de massue pour les pontes du régime habitués à la jouissance, vols, détournements, vies princières, sans doute un pas vers la CPI" explique Epaphrase Hol du mouvement c'est le moment.

CamerounLiberty
